

[Texte]

Personally, I support that position. I have enough confidence in the national agencies, and particularly in the National Farm Products Marketing Council, which is a regulatory body over the national agencies, or over most of them, the exception being the Canadian Dairy Commission, to believe they could probably do a good job. So we will continue to discuss the merits of national agencies being the first receiver of their respective commodity, but I cannot stand here today and indicate to the Committee that I would expect this to happen in the immediate future. I think all members around the table, particularly the former minister, should recognize some of the difficulty there.

His other comment was on PFRA. I have had a number of discussions with my colleague, the Hon. Elmer MacKay, with reference to that, and, indeed, to other areas of joint interest. I think we have achieved a measure of success in the interim since June 4, because there is no question but that my department will have much input into the expenditures, particularly as they relate to the agricultural component of the DREE agreements. So we are making some progress there.

Mr. Whelan: In what way is it different . . .

The Chairman: May I interject to ask, Mr. Minister and Mr. Whelan, if we could finish the wrap-up of these questions before we go into a second round. Would that be acceptable? We have gone 16 to 18 minutes on the representation from one member.

• 0955

Mr. Wise: I am in your hands, Mr. Chairman. There is no question about a lack of answers from this minister to the former minister's questions, as long as I am given some opportunity to respond.

The Chairman: Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

Mine is not a question. I think perhaps it has more to do with what Mr. Whelan was saying with regard to the statement made by Mr. Lévesque. Certainly it is not my purpose to upstage the Minister of Agriculture, but it makes me very unhappy to hear a leader of a provincial legislature mislead his community in the way I consider Mr. Lévesque to have misled the farming community in the Province of Quebec with statements that I do not believe are correct. It really bothers me, because all you have to do, sir, is to tell somebody often enough and long enough that they are getting a bad deal, and pretty soon they believe it. Mr. Whelan is very much aware of the act that when he was Minister of Agriculture the feed subsidy on the movement of grain from Western Canada was taken off, and that money was put right into the eastern part of Ontario and the Province of Quebec, and given out as grants. I believe even the deputy minister, Mr. Lussier, has stated in this Committee that some of that money went for grants for combines.

Mr. Chairman, this is something that does not take place in any other part of Canada, as far as getting grants for machinery. We are not complaining about it, but we are complaining about the fact that Mr. Lévesque would use poetic

[Traduction]

Personnellement, je suis en faveur de cette position. J'ai suffisamment confiance aux agences nationales et plus particulièrement au conseil national de commercialisation des produits de la ferme qui est un organisme pouvant réglementer les agences nationales, la plupart d'entre elles, sauf évidemment la Commission canadienne du lait, pour croire qu'elle fera probablement un bon travail. Nous avons donc continué à discuter des mérites des agences nationales comme premiers receveurs pour leurs denrées respectives, je ne peux pas aujourd'hui dire aux membres du comité que cela se fera très bientôt. Tous ceux qui sont autour de la table plus particulièrement l'ancien ministre savent quelles difficultés cela représente.

Mon prédécesseur a également parlé de l'ARAP. J'ai eu avec mon collègue l'honorable Elmer MacKay, quelques discussions à ce sujet et au sujet d'autres secteurs qui nous intéressent tous deux. Nous avons connu un certain succès depuis le 4 juin, car il n'y a pas de doute que mon ministère aura plus à dire au sujet des dépenses, surtout pour la composante agricole des accords du MEER. Nous avons donc réalisé des progrès.

M. Whelan: De quelle façon est-ce différent . . .

Le président: Permettez-moi d'intervenir, monsieur le ministre, monsieur Whelan, ne croyez-vous pas que nous pourrions terminer cette question avant de passer au second tour? Il nous reste encore 16 à 18 minutes pour discuter des questions soulevées par un député.

M. Wise: Je m'en remets à vous, monsieur le président. Il n'est pas question que je ne réponde pas aux questions que l'ancien ministre peut poser, pourvu qu'on me donne le temps de le faire.

Le président: Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président.

Je n'ai pas de question à poser, mais plutôt une observation à faire au sujet des propos de M. Whelan sur une déclaration de M. Lévesque. Je n'ai certes pas l'intention de voler la vedette au ministre de l'Agriculture à cet égard, mais je tiens à dire qu'il me déplaît de voir le chef d'un gouvernement provincial induire les siens en erreur comme M. Lévesque l'a fait avec les agriculteurs du Québec en affirmant des choses que j'estime être inexactes. Cela m'irrite beaucoup car tout ce qu'il faut faire, c'est de répéter assez souvent aux gens qu'ils se font jouer pour qu'ils finissent par le croire. M. Whelan sait bien sûr que lorsqu'il était ministre de l'Agriculture, la subvention accordée aux céréales fourragères pour leur transport depuis l'Ouest canadien a été éliminée et que ces crédits ont été affectés à titre de subventions, à l'est de l'Ontario et à la province de Québec. Je crois même que le sous-ministre, M. Lussier, a affirmé devant le Comité, qu'une part de ces montants ont été réaffectés sous la forme de subventions aux moissonneuses-batteuses.

Monsieur le président, on n'accorde pas de subventions au matériel agricole ailleurs au Canada. Nous ne nous en plaignons pas, mais plutôt du fait que M. Lévesque recourt à la licence poétique, si vous permettez l'expression, pour affirmer